



EDITO !

La pandémie du Covid 19 a généré une crise sanitaire sans précédent et a plongé la France dans une situation économique et sociale des plus catastrophiques. 2 ans plus tard, en sortie de crise, le gouvernement est à l'heure du «Bilan», de la «Reconstruction» et de la «Réparation» des inégalités en France !

Pour preuve, le rapport de l'association OXFAM démontre que les inégalités se sont accrues comme jamais. Les chiffres sont effarants ! **D'un côté, les profits ont explosé : la fortune des milliardaires a augmenté de 86 %** («236 milliards de plus engrangés en 19 mois»). **Et de l'autre, ce sont 4 millions de personnes supplémentaires qui se retrouvent en situation de vulnérabilité et 7 millions de personnes dépendent désormais d'une aide alimentaire.**

« Si les 1 % les plus riches ont vu leur niveau de vie augmenter de 2,8 % en moyenne, les 5 % des ménages les plus modestes ont perdu jusqu'à 0,5 % de leur pouvoir d'achat ».

Le conflit russo-ukrainien aggrave la situation. Les «sanctions» économiques décidées par le parlement Européen à l'encontre de la Russie entraîneront des conséquences à l'échelle mondiale. En France, **l'INSEE annonce d'ores**

et déjà une inflation de +3% par mois jusqu'à l'été 2022. TOUT AUGMENTE !

Le prix des matières premières, fournitures énergétiques, carburants, alimentation, etc. Faudra-t-il s'attendre à une nouvelle envolée des prix de l'énergie, des carburants et des produits de première nécessité ? Continuons à exiger, dans le public comme dans le privé, la revalorisation de tous les salaires et l'ouverture de véritables négociations salariales !!

À quelques jours du résultat des présidentielles, quelle surprise d'apprendre par la Ministre de la transformation de la Fonction publique, le probable dégel de la valeur du point d'indice «d'ici cet été», mais sans s'engager sur le pourcentage de «ce coup de pouce»!!

Enfin, ce gouvernement concède que seul le dégel du point d'indice permet une augmentation générale des salaires des fonctionnaires ! On ne peut cependant que condamner cette stratégie électorale de bas étage du président-candidat pour raccrocher les fonctionnaires, qu'il n'a eu cesse de malmené pendant son quinquennat ! Rappelons qu'en décembre dernier, la discussion sur les revalorisations salariales et les difficultés liées au pouvoir d'achat des fonctionnaires n'avaient pas abouti car selon la Ministre, « les conditions n'étaient pas réunies » !

Seule a été annoncée la prolongation en 2022 de la revalorisation du traitement des agents de catégorie C au niveau du Smic à compter du 1er janvier 2022, puis du 1er mai. Ce n'est pas suffisant ! **Pour une véritable augmentation du pouvoir d'achat des fonctionnaires, des agents de la DGFIP, c'est une revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice que la CGT FIP 06 exige, à hauteur de 10%** permettant une première remise à niveau du pouvoir d'achat et un premier rattrapage des pertes intervenues les années antérieures.

